

# Document

## France-Russie : les « Mistral » font des vagues.

(<http://www.voltairenet.org>)

**23.07.10**

Le président français Nicolas Sarkozy a annoncé, le 23 juillet 2010, aux ouvriers des chantiers navals franco-coréens STX de Saint-Nazaire qu'ils construiront deux navires de classe *Mistral* pour la Russie.

Deux autres *Mistral* pourraient être construits en Russie sous licence française.

Les *Mistral* sont des bâtiments de projection et de commandement (BPC) ultra-sophistiqués, mais inadaptés aussi bien aux besoins français que russes. En effet, leur particularité est de pouvoir embarquer deux aéroglisseurs LCAC de l'US Marine Corps, dont ni la France, ni la Russie ne disposent.

Selon le président français, le principe du contrat a été décidé par son homologue russe, Dmitry Medvedev, mais les « détails » sont en cours de négociations. En d'autres termes, le contrat n'est pas encore signé.

A Moscou, cette annonce a provoqué la fureur de Vladimir Poutine. Le Premier ministre avait tenté de s'immiscer dans la transaction et avait désigné son adjoint Igor Sechin pour la « négocier ». En fait, sa mission était de faire échouer la transaction imaginée par les présidents russe et français. Il s'appuyait d'abord sur l'état-major russe dont les budgets d'acquisition ont été considérablement réduits et pour qui les *Mistral* sont loin d'être des priorités. Il pouvait aussi compter sur le conglomérat public qu'il préside, OSK (Объединённая судостроительная корпорация), qui n'a aucune raison d'abandonner le monopole des constructions navales militaires russes.

Selon une source moscovite proche du dossier, M. Medvedev aurait convenu avec M. Sarkozy d'importantes commissions et rétro-commissions (de l'ordre de 8 % du montant total de la vente). M. Medvedev pourrait ainsi financer sa prochaine campagne électorale contre « son ami de trente ans » et désormais rival M. Poutine, tandis que M. Sarkozy pourrait financer sa réélection.

La Direction française des constructions navales a été impliquée au cours des dernières années dans plusieurs affaires de corruption : des frégates vendues à Taïwan, d'autres vendues à l'Arabie saoudite (« Sawari »), et des sous-marins vendus au Pakistan ont fait l'objet de commissions et de rétro-commissions au profit d'hommes politiques jamais publiquement identifiés. Dans ces trois affaires, les noms d'Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy ont été cités sans preuves.